RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 23 et 30 JUIN 1968

1re CIRCONSCRIPTION de PRIVAS

Pour de nouvelles structures

le Parti Socialiste Unifié

présente à vos suffrages :

Marc CLAUZIER

DIRECTEUR DU CENTRE D'ORIENTATION
Conseiller Municipal à Privas
TITULAIRE

Marc AUTRAND

AGRICULTEUR - Maire de Saint-Vincent-de-Durfort
SUPPLÉANT

Électrices, Électeurs,

Par son ampleur, par ses objectifs, par ses formes mêmes le mouvement né le 3 mai 1968 a posé directement le problème du pouvoir. La grande majorité des ouvriers, des techniciens, des cadres, des étudiants, des paysans n'acceptent plus d'être utilisés à volonté par un régime guidé par le profit.

Au cours de ce mois de mai, le P.S.U. a vu venir à lui des milliers d'hommes et de femmes qui approuvaient son orientation et voulaient poursuivre l'action pour changer les structures capitalistes et autoritaires de la société française. Par conséquent c'est avec confiance qu'il présente la plateforme d'un tel pouvoir populaire, préfiguration d'un nouveau type d'Etat.

I — Mettre l'économie au service des travailleurs

Les exigences sociales d'une politique économique et d'une planification au service des besoins populaires ont été établies de manière concrète par la lutte des travailleurs. Le gouvernement de transition vers le socialisme devra conduire sa politique en fonction de ces impératifs. Il devra certainement faire face à des difficultés économiques considérables et de ce point de vue prendre des mesures sévères contre la spéculation, la fuite des capitaux, la grève des investissements, la hausse des prix, etc..., mais il devra aussi se préoccuper d'élever graduellement le niveau de vie, de réduire le temps de travail hebdomadaire et annuel, abaisser l'âge de la retraite et fixer pour elle un taux minimum indexé sur le coût de la vie.

Le gouvernement de transition vers le socialisme devra donc agir :

— en promulgant les mesures répondant aux revendications des travailleurs :

- — diminution progressive du temps de travail,
- — augmentation des salaires et particulièrement des salaires les plus bas, dans le cas où il n'aurait pas été passé d'accords satisfaisants à l'issue des mouvements en cours,
- — abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale — gestion ouvrière de la Sécurité Sociale,
- — contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises en particulier sur l'organisation du travail, sur les décisions concernant l'emploi et le développement de l'entreprise, ce qui entraîne la communication obligatoire aux représentants des travailleurs des comptes des sociétés.

— en plaçant sous contrôle public — la gestion en étant confiée aux représentants des ouvriers, techniciens et cadres — toute entreprise qui ne voudrait ou ne pourrait pas appliquer les mesures sociales indiquées ci-dessus,

— **en prenant les mesures conservatoires, sur le plan monétaire et financier,** pour que ces avantages sociaux ne soient pas annulés par leurs propres effets sur la monnaie et sur la balance des paiements,

— **en nationalisant d'urgence toutes les entreprises** dont le poids économique ou l'influence politique serait une menace pour le développement de la démocratie socialiste — en particulier tous les établissements de crédit et les groupes financiers qui jouent un rôle décisif dans la réalisation des équipements,

— **en instituant des Comités d'Entreprise** dans les établissements publics et les administrations, et en reconnaissant aux fonctionnaires le droit de négocier avec l'Etat leurs rémunérations et leurs conditions de travail,

— **en assurant aux paysans, représentés par leurs syndicats et coopératives, la gestion des organes régionaux de planification de la production agricole,** le contrôle des moyens de transformation et de commercialisation de leurs produits, ainsi que l'administration des sociétés conventionnées pour l'organisation des marchés de production animale,

— en garantissant à tous les travailleurs et étudiants étrangers de meilleures conditions d'accueil et une complète égalité de droits, tant sur le plan matériel que sur le plan de la liberté d'opinion, d'ex-

pression et d'organisation.

II — Transformer l'université

— En réalisant une **démocratisation effective de l'enseignement** (dotation en moyens — modification du contenu et des méthodes) — l'égalité des chances est un droit fondamental pour les jeunes,

— par la mise sur pied d'un grand service d'orientation et de documentation qui en collaboration avec les enseignants et les services sociaux de l'Education Nationale informera les jeunes et les aidera à choisir la voie scolaire puis le type de profession le mieux adaptés à leurs possibilités et à leurs goûts compte tenu de l'évolution de l'économie,

— en garantissant aux étudiants et aux enseignants, l'irréversibilité des droits qu'ils viennent de conquérir,

— en reconnaissant officiellement, dans ce cadre, l'autonomie acquise par les universités, y compris quant à l'affectation des ressources, qui doivent rester publiques,

— en garantissant le droit de libre discussion, de libre organisation et de libre diffusion de l'information dans tous les établissements d'enseignement,

— en faisant participer à la gestion des universités non seulement les enseignants et les étudiants, mais aussi les représentants des travailleurs.

III — Libérer la culture

La culture doit cesser d'être un privilège et un instrument de classe. Le développement culturel doit être fondé sur la participation critique de tous les travailleurs ainsi que sur la création de structures d'éducation permanente ouvertes à tous (associations et mouvements de culture populaire, etc...).

IV — Assurer la liberté de l'information

— En transformant immédiatement l'O.R.T.F. en un Office public autonome indépendant de l'Etat et doté d'organes démocratiques de gestion,

— en nationalisant les moyens de presse (imprimeries, messageries, publicité) par la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition de divers courants d'opinion.

V — Garantir les conditions d'une construction socialiste

— par la dénonciation du Pacte de l'Atlantique-Nord,

— par la renonciation aux armes atomiques,

— en prenant les mesures nécessaires pour protéger l'économie française contre la menace de l'hégémonie américaine et les manœuvres du capitalisme européen,

— en s'efforçant de promouvoir une véritable planification économique à l'échelle de l'Europe, par des accords inter-étatiques compatibles avec une planification nationale déterminée par les besoins populaires, et non plus par les impératifs du profit,

— en apportant son soutien politique et matériel à tous les peuples en lutte contre les dominations étrangères, la misère et le sous-développement,

— en prenant à cet effet toutes initiatives tendant à stabiliser les prix des matières premières par une transformation du système monétaire international.

VI — Préparer l'établissement de la démocratie directe à tous les échelons

— en facilitant matériellement l'organisation d'assemblées populaires locales et régionales, et en dissolvant les forces spéciales de répression,

— en modifiant les structures départementales et en jetant les bases des institutions décentralisées, locales et régionales, dont l'existence est indispensable à une véritable décolonisation de la province, comme à l'exercice d'une démocratie directe,

— en procédant à une très large consultation avec les élus municipaux et départementaux et avec les animateurs locaux, dans tous les ordres de responsabilité, en ce qui concerne les indispensables transformations de structures communales et inter-communales, de telle sorte que tout nouveau découpage administratif soit accompagné du libre consentement des hommes qui seront appelés à les animer.

Le P.S.U. a conscience que l'orientation qu'il présente dans cette plateforme est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. **Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse satisfaisante aux aspirations profondes des travailleurs en lutte, la seule qui puisse cimenter l'unité des ouvriers, des techniciens, des paysans, des étudiants.** Il la propose donc, au-delà des frontières d'organisation, à tous ceux qui veulent le socialisme dans la liberté, à tous ceux qui veulent se libérer de tutelles bureaucratiques de plus en plus pesantes. L'heure est venue de prendre ses responsabilités : le socialisme n'est pas une utopie, il est une tâche commune pour le présent.

Vu : Les Candidats,

IMP. MODERNE - PRIVAS